
Transformation des systèmes alimentaires par et pour les populations rurales

Cote du document: EB 2023/139/R.11

Point de l'ordre du jour: 4

Date: 22 août 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: EXAMEN

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à examiner le contenu du document.

Questions techniques:

Satu Santala

Vice-Présidente adjointe
Département des relations extérieures et de la
gouvernance
courriel: s.santala@ifad.org

Rebecca Slocum

Conseillère technique principale
Département des relations extérieures et de la
gouvernance
courriel: r.slocum@ifad.org

Transformation des systèmes alimentaires par et pour les populations rurales

I. Introduction

1. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 (le Sommet) a abouti à un engagement en faveur de la transformation des systèmes alimentaires, qui doivent devenir plus résilients, durables, équitables et sains pour les populations et la planète. La communauté mondiale a reconnu que cette transformation serait un vecteur essentiel à la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030. Le FIDA joue un rôle singulier dans la mise en œuvre du programme de transformation des systèmes alimentaires, les moyens d'action et le bien-être des petits exploitants agricoles et d'autres populations rurales étant au cœur de son action.
2. Au niveau des pays, le bilan du portefeuille du FIDA élaboré en juin 2023 a confirmé que 100% des financements du FIDA sont consacrés au développement de systèmes alimentaires inclusifs et résilients. Il s'agit notamment des investissements en faveur de l'amélioration de la production alimentaire, de l'accès à l'alimentation et à la nutrition, des moyens d'existence, de la résilience et de la durabilité environnementale. Parmi les progrès réalisés, notons également que le FIDA a aidé 55 pays à organiser leurs dialogues nationaux, et plus de 60 gouvernements à élaborer leur voie nationale pour la transformation des systèmes alimentaires. En outre, 83% des programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) approuvés depuis le Sommet se rapportent spécifiquement aux systèmes alimentaires.
3. Au niveau mondial, après le Sommet, le FIDA a établi un partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale pour mener conjointement le programme de financement de la transformation de ces systèmes. Il est également resté à la tête d'une plateforme de banques publiques de développement en faveur de systèmes alimentaires verts et inclusifs, réunissant 132 banques publiques de développement qui se sont engagées à accroître les investissements favorables à une agriculture et à des systèmes alimentaires inclusifs et durables.
4. En juillet 2023, le Secrétaire général de l'ONU a convoqué le Bilan deux ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, l'objectif étant de passer en revue les progrès des suites données aux résultats de ce sommet. Cet événement était l'occasion de renforcer la dynamique autour d'un programme global de transformation des systèmes alimentaires.
5. Le présent document a pour objet de nourrir le débat stratégique sur ce programme en se plaçant dans la perspective du cœur de métier du FIDA: les populations rurales et les petits producteurs. Il décrit par ailleurs comment la situation a évolué de ce point de vue depuis le Sommet et dans quelle mesure les engagements et le programme de travail du FIDA ont depuis lors intégré et renforcé ces considérations. La direction invite les Membres à donner leur avis sur les priorités et sur l'orientation des travaux à venir du FIDA en matière de transformation des systèmes alimentaires.

II. Transformation des systèmes alimentaires en faveur des petits exploitants et des populations rurales

6. Les systèmes alimentaires actuels, qui laissent généralement à désirer, sont particulièrement inadéquats au regard des besoins des petits exploitants et des populations rurales pauvres dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

7. Les petits producteurs et productrices fournissent 30 à 34% de la production mondiale de denrées alimentaires sur à peine 24% des terres agricoles mondiales¹. Ces agriculteurs, travailleurs ruraux et entrepreneurs de l'agroalimentaire qui produisent, transforment et distribuent une grande partie des denrées alimentaires dans le monde sont essentiels à l'approvisionnement alimentaire, à la réduction de la pauvreté rurale et à la sécurité alimentaire locale et nationale. Bon nombre d'entre eux ne parviennent cependant pas à vivre décemment de leur seule activité agricole en raison de la petite taille de leurs parcelles, des prix bas, de la détérioration des conditions environnementales, de la faible productivité et des difficultés d'accès au marché². En conséquence, les zones rurales abritent une grande partie des populations les plus pauvres et les plus marginalisées au monde, notamment les femmes cheffes de ménage, les jeunes et les peuples autochtones, qui souvent ne possèdent pas de terres et sont tributaires de revenus non agricoles.
8. Les moyens d'existence ruraux sont liés à la nutrition, à la résilience et à l'environnement. La pandémie de COVID-19 a anéanti une grande partie des progrès réalisés dans l'élimination de la faim: 9,2% de la population mondiale souffre de dénutrition, contre 7,9% avant la pandémie³. Les populations rurales pauvres sont également vulnérables aux chocs qui touchent les systèmes alimentaires, notamment aux chocs climatiques, politiques, sociaux et sanitaires. Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) souligne l'urgence d'un développement résilient face aux changements climatiques qui sache à la fois protéger les intérêts des plus vulnérables. Les méthodes actuelles de production agricole contribuent à la dégradation de l'environnement et aux changements climatiques, mettant encore plus en péril l'avenir des agriculteurs ruraux, puisque la baisse de la production et la hausse des prix des denrées alimentaires se répercutent sur leurs revenus.
9. Malgré les défis, on voit apparaître de nouvelles possibilités de tirer parti des rôles clés que les populations rurales jouent dans la transformation des systèmes alimentaires et d'améliorer les moyens d'existence des petits exploitants agricoles. L'urbanisation rapide s'accompagne d'une demande alimentaire accrue. Dans le secteur agroalimentaire, ce phénomène a provoqué une croissance des petites et moyennes entreprises (PME) du segment intermédiaire, créant de nouvelles perspectives d'emploi et de nouvelles possibilités de diversification des moyens d'existence. Ces facteurs sont particulièrement importants pour les jeunes dont l'accès à la terre est limité, catégorie de plus en plus importante.
10. Compte tenu de son cœur de métier et de son expertise en tant qu'assembleur de financements en faveur des zones rurales, le FIDA joue un rôle central pour investir dans ces possibilités. Pour le FIDA, la transformation inclusive des systèmes alimentaires ne pourra générer des moyens d'existence équitables et diversifiés qu'à condition que les populations rurales restent au cœur du programme. Pour ce faire, il faudra investir dans l'agriculture familiale productive, économiquement viable et écologiquement durable et créer les conditions propices à cette activité, et aider les PME et les entrepreneurs à offrir des débouchés économiques inclusifs dans l'ensemble de la filière alimentaire, tout en réduisant les pertes et le gaspillage alimentaires. En particulier, pour atteindre les objectifs de développement durable n^{os} 1 et 2, il faudra veiller à ce que les groupes les plus vulnérables et marginalisés, en particulier les jeunes ruraux, fassent preuve d'esprit d'innovation et d'énergie et utilisent leurs compétences informatiques et leur

¹ <https://www.ifad.org/fr/rapport-developpement-rural/>.

² J. Woodhill *et al.*, « Food systems and rural wellbeing: challenges and opportunities », *Food Security* 14 (2022): p. 1099-1121.

³ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), FIDA, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial et Organisation mondiale de la Santé, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023: Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain* (Rome, FAO, 2023).

capacité à se faire entendre pour tirer parti des opportunités qui s'ouvrent à eux et favoriser la prospérité rurale pour tous.

III. Le FIDA est un partenaire clé de la transformation au niveau des pays

11. Le FIDA investit directement dans la transformation des systèmes alimentaires; son portefeuille en cours s'élève à près de 8 milliards d'USD. Après le Sommet de 2021, le FIDA s'est engagé à intégrer la transformation des systèmes alimentaires en se mettant le cas échéant au diapason des plans et stratégies des systèmes alimentaires pris en main par les pays. Le bilan du portefeuille élaboré en juin 2023 a confirmé que la totalité des financements du FIDA est consacrée au développement de systèmes alimentaires inclusifs et résilients. On trouvera ci-après un bref descriptif des progrès faits à ce jour.
12. **Aligner les COSOP sur les priorités de chaque pays pour ce qui est de la transformation de ses systèmes alimentaires.** Les directives et modèles des COSOP du FIDA ont été actualisés en 2022. Les nouveaux modèles comprennent une analyse contextuelle à la fois des questions rurales et agricoles et des stratégies et plans relatifs à l'alimentation et aux systèmes alimentaires. Quarante-trois pour cent des COSOP approuvés depuis le Sommet font explicitement référence aux systèmes alimentaires et tous les COSOP approuvés en 2022⁴ abordent les problèmes auxquels les systèmes alimentaires nationaux sont en proie. Mieux intégrer dans les COSOP l'approche fondée sur les systèmes alimentaires, c'est aussi voir dans les systèmes alimentaires l'occasion d'une concertation sur les politiques, d'une collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome ou les équipes de pays des Nations Unies, ou d'une coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST).

Tableau 1

Intégration de l'approche fondée sur les systèmes alimentaires dans les COSOP (FIDA11 et FIDA12) avant et après le Sommet

Domaines d'intégration	COSOP (%)	
	Avant le Sommet (n = 32)	Après le Sommet (n = 12)
COSOP tenant compte de l'approche fondée sur les systèmes alimentaires	42%	83%
1. COSOP reliés à des politiques et stratégies nationales sur les systèmes alimentaires	13%	83%
2. COSOP intégrant les systèmes alimentaires dans leurs buts ou objectif stratégique	16%	50%
3. COSOP tirant parti des systèmes alimentaires aux fins ci-après:	28%	67%
Concertation sur les politiques	13%	58%
Collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome ou les équipes de pays des Nations Unies	3%	50%
Autres partenariats et CSST	16%	42%

13. **Élaboration de stratégies nationales.** Le FIDA a directement aidé 55 pays à organiser des dialogues et plus de 60 gouvernements à élaborer leur voie nationale de transformation des systèmes alimentaires en préparation du Sommet. Il a ensuite intégré l'appui à ces voies dans la conception et l'exécution de programmes et projets axés sur la transformation rurale et agricole, principaux éléments de la transformation des systèmes alimentaires. Citons par exemple:

⁴ Bangladesh, Burundi, Cambodge, Eswatini, Indonésie, Malawi, Ouzbékistan, Pakistan et République-Unie de Tanzanie.

- a) **Programme de transformation agricole et rurale en faveur de la nutrition, de l'entrepreneuriat et de la résilience**: Le programme, qui est cofinancé par la Banque mondiale, vise à promouvoir la participation du secteur privé dans la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire au Bangladesh. Il utilisera l'instrument relatif aux programmes axés sur les résultats pour soutenir les investissements publics et les mesures qui encouragent la diversification, la sécurité sanitaire des aliments, l'entrepreneuriat et la résilience au sein des filières agroalimentaires.
- b) **Programme pour l'agriculture participative et la transformation face aux changements climatiques (PACT)**: Le programme PACT en Éthiopie intervient dans le cadre de la plateforme du Gouvernement visant à promouvoir la collaboration concernant six stratégies de transformation. Des stratégies innovantes intégrant l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets seront mises en œuvre, en dédommageant les petits exploitants en échange du recours à l'agriculture régénérative.
- c) **Développer une petite agriculture commerciale résiliente**: Au Bhoutan, le FIDA et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont élaboré une proposition de Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire qui vise à mettre en application les recommandations du Sommet en ce qui concerne les dialogues sur les voies nationales. Le projet, qui met fortement l'accent sur l'inclusion sociale, abordera les priorités intersectionnelles que sont l'autonomisation des femmes, la participation des jeunes, l'amélioration de la nutrition et la résilience climatique.

IV. Le FIDA est un chef de file au niveau mondial

- 14. Après le Sommet, le FIDA a participé activement à des partenariats et à des processus mondiaux tenant compte des points de vue des petits exploitants et des populations rurales en faveur de la transformation des systèmes alimentaires. Les principaux chantiers ayant trait aux effets du Sommet au-delà du cadre national sont résumés ci-après.
- 15. **Financement de la transformation des systèmes alimentaires.** À la suite du Sommet, le FIDA et la Banque mondiale sont devenus les chefs de file désignés du programme de financement de la transformation des systèmes alimentaires. En leur qualité de principales institutions financières internationales qui financent les systèmes alimentaires, elles rassemblent leur expertise, leurs ressources et leur maillage géographique pour orienter le programme de financement. Il faut voir dans cette charge une consécration du rôle de premier plan que joue le Fonds, assembleur de financements en faveur d'investissements porteurs de transformation dans les populations rurales, les zones rurales et l'agriculture dans le monde.
- 16. Le Sommet a appelé à une nouvelle architecture de financement de l'alimentation destinée à financer la transition mondiale vers des systèmes alimentaires hautement performants, à hauteur de 300 à 400 milliards d'USD de nouveaux investissements par an à l'échelle mondiale jusqu'en 2030⁵. Les pays à faible revenu sont ceux qui éprouvent le plus de difficultés à faire face à ces coûts. En tant que chefs de file, le FIDA et la Banque mondiale aspirent à impulser une dynamique qui influera sur les flux de ressources en faveur des systèmes alimentaires, les efforts de mobilisation des ressources nationales devant s'appuyer sur:

⁵ Banque mondiale, *Food Finance Architecture: Financing A Healthy, Equitable & Sustainable Food System*, septembre 2021. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/868581632341928753/pdf/Food-Finance-Architecture-Financing-a-Healthy-Equitable-and-Sustainable-Food-System-Executive-Summary.pdf>.

- a) un financement international substantiel du développement par l'intermédiaire de l'aide publique au développement, y compris une augmentation ambitieuse de l'assise financière d'institutions financières internationales comme le FIDA;
 - b) un investissement privé porteur de transformation grâce au financement mixte;
 - c) une affectation des ressources aux systèmes alimentaires dans le cadre d'un nouveau pacte financier mondial.
17. Il est indispensable, pour investir efficacement et pour appeler l'attention politique sur les domaines encore à financer, de disposer de données financières de haute qualité. Partant de ce constat, le FIDA et la Banque mondiale ont accéléré le développement d'un prototype d'outil mesurant les flux financiers en faveur des systèmes alimentaires. L'outil fournit aux dirigeants des pays une méthodologie harmonisée permettant de suivre les tendances en matière de mobilisation des ressources nationales en faveur des systèmes alimentaires. Le FIDA et la Banque mondiale ont aussi collaboré avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à la mesure des financements internationaux du développement destinés aux systèmes alimentaires (y compris, entre autres financements publics, l'aide publique au développement).
18. S'agissant du financement du secteur privé, le FIDA et la Banque mondiale suivront trois axes: i) échanger entre pairs sur des exemples de mesures d'incitation et de cadres publics réussis qui ont encouragé l'investissement privé dans les pays à faible revenu, et de modèles opérationnels qui fonctionnent pour les petits producteurs et les opérateurs; ii) élargir les flux financiers en faveur des systèmes alimentaires afin d'élaborer une méthodologie permettant de suivre les investissements privés dans les systèmes alimentaires; iii) répondre à l'appel des organisations du secteur privé en faveur d'un cadre de responsabilité de l'industrie alimentaire destiné à opérer une transition vers des systèmes alimentaires plus sains, équitables et durables.
19. Enfin, dans le cadre des concertations en cours sur une nouvelle architecture financière internationale, le FIDA et la Banque mondiale mobilisent les institutions financières internationales partenaires pour inciter au financement en faveur de la transformation des systèmes alimentaires, y compris l'acheminement des droits de tirage spéciaux excédentaires des pays riches vers les pays qui en ont le plus besoin, par l'intermédiaire des institutions financières internationales, afin de générer des liquidités supplémentaires et d'investir dans les systèmes alimentaires.
20. **Coalition des banques publiques de développement - mobiliser des financements à grande échelle en faveur de l'agriculture.** S'inspirant des résultats du Sommet Finance en commun de 2020, le FIDA et ses partenaires (notamment le Réseau de financement et d'investissement en faveur des PME agricoles et de l'agriculture paysanne – SAFIN) ont dirigé la conception d'une plateforme de banques publiques de développement pour des systèmes alimentaires verts et inclusifs, qui a été lancée lors du Sommet Finance en commun de 2021. À ce jour, la coalition compte 132 banques publiques de développement et 5 associations régionales d'institutions de financement du développement qui se sont collectivement engagées à accroître les investissements en faveur d'une agriculture et de systèmes alimentaires inclusifs et durables. La plateforme offre une assistance technique, une gestion des connaissances, un soutien à l'innovation et des outils de mesure des risques. Afin d'accroître sa visibilité et de consulter les parties prenantes, la coalition a organisé des séances consacrées au partage des connaissances et des manifestations de haut niveau. Elle a également mené des études sur le rôle des banques publiques de développement dans l'agriculture durable, qui l'ont informée sur les besoins de ces banques et sur les services par lesquels la plateforme pourrait leur être utile. Il s'agira à l'avenir d'augmenter le nombre de banques publiques de développement membres de la coalition, de

renforcer le réseau, notamment par des manifestations supplémentaires, et de développer et d'étendre la plateforme.

21. **Coalition pour le travail décent au service de systèmes alimentaires équitables.** Avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) et CARE International, le FIDA mène conjointement la coalition pour le travail décent au service de systèmes alimentaires équitables (dite auparavant « coalition pour un travail décent et des revenus de subsistance pour tous les travailleurs des systèmes alimentaires »). Celle-ci entend promouvoir des moyens d'existence équitables pour les acteurs des systèmes alimentaires en renforçant les droits des travailleurs et les droits humains et en augmentant les possibilités d'emplois décents et productifs dans le secteur agroalimentaire. La coalition poursuit cinq grands objectifs: institutionnaliser les droits du travail et les droits humains, promouvoir l'emploi décent, autonomiser les travailleurs par le dialogue social, assurer le droit à la protection sociale et à la sécurité des revenus, et faire en sorte que tous revenus dégagés des systèmes alimentaires permettent la subsistance. La coalition, qui a récemment lancé un site Web⁶, continuera d'œuvrer à ses domaines prioritaires que sont le conseil stratégique, l'assistance technique et la promotion de dialogues nationaux inclusifs. Les travaux y relatifs se feront dans le respect des nouveaux principes directeurs de l'OIT sur la promotion du travail décent dans l'industrie agroalimentaire, également soutenus par la coalition.
22. **Relier les petits producteurs aux cantines scolaires.** La coalition pour les repas scolaires a été lancée au Sommet de 2021 pour aider les pouvoirs publics et leurs partenaires à améliorer ou à rétablir les programmes nationaux de repas scolaires durables. Les programmes de repas scolaires peuvent transformer les systèmes alimentaires en encourageant une meilleure alimentation et des filières durables et en donnant la priorité aux petits producteurs. Ils peuvent aussi servir à encourager les petits producteurs à utiliser des pratiques agricoles résilientes aux changements climatiques. Le FIDA continue de participer activement à ces travaux. Par exemple, le FIDA, le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont aidé le Guatemala et le Honduras à mettre en place des programmes de repas scolaires, notamment en apportant un appui à la mise en œuvre de pratiques agricoles résilientes face aux changements climatiques dans l'approvisionnement des fermes et à l'application de la loi sur la nutrition scolaire au Guatemala. Le FIDA est aussi membre de la coalition pour le renforcement de la nutrition.
23. **Explorer de nouvelles frontières par la prospective.** Le Programme de prospective au service de la transformation des systèmes alimentaires (Foresight for Food Systems Transformation) soutient l'analyse prospective des systèmes alimentaires et un réseau mondial de praticiens autour de la prospective des systèmes alimentaires. Il cherche à informer les autorités nationales et les parties prenantes sur les investissements en matière d'innovation et de conception des politiques; il a démarré à la mi-2022 pour une durée de trois ans. La première année de travail visait essentiellement à contribuer à une analyse et une prospective des systèmes alimentaires au niveau des pays; dans les prochaines années, cette même approche sera appliquée aux questions locales et nationales prioritaires en vue d'une transformation des systèmes alimentaires, en partant de cinq pays⁷. À la conférence Foresight4Food, qui s'est tenue en mars 2023, il a été question des meilleures pratiques d'utilisation de la prospective au service des transformations nationales de systèmes alimentaires. Les Pays-Bas financent le programme par l'intermédiaire du FIDA, et des membres du réseau Foresight4Food l'exécutent en collaboration avec des institutions nationales pour mener à bien le travail dans le pays.

⁶ <https://decentworkinfoodsystems.org/>.

⁷ Bangladesh, Jordanie, Kenya, Niger et Ouganda.

V. Principales stratégies à venir dégagées lors du Bilan 2 ans après le Sommet

24. La transformation des systèmes alimentaires offre une occasion extraordinaire de réaliser les objectifs de développement durable. Le Bilan du Sommet a eu lieu en juillet 2023 dans le contexte d'une situation mondiale alarmante de pauvreté et de faim croissantes. Les vulnérabilités de nos systèmes alimentaires recensées au Sommet de 2021 n'ont fait que s'accroître et se sont encore aggravées suite à la guerre en Ukraine. Le Bilan devait être l'occasion de stimuler l'action et de susciter des interventions susceptibles d'accélérer la création de systèmes alimentaires plus durables, inclusifs, équitables et nutritifs.
25. Le Bilan a abouti à un appel à l'action⁸ du Secrétaire général de l'ONU, dans lequel celui-ci a rappelé à quel point les interventions et les suites données au Sommet seraient importantes dans six domaines:
- « 1. Intégrer des stratégies relatives aux systèmes alimentaires dans toutes les politiques nationales en faveur du développement durable, des moyens d'existence, de la nutrition et de la santé des populations, de la croissance économique, de l'action climatique et de la nature, pour faire face aux pertes après récolte, en ne laissant personne de côté.
 - 2. Établir une gouvernance des systèmes alimentaires qui associe tous les secteurs et toutes les parties prenantes à une démarche englobant l'ensemble de la société, en combinant le court et le long terme.
 - 3. Investir dans la recherche, les données, l'innovation et les capacités technologiques, notamment en renforçant les liens avec la science, l'expérience et l'expertise.
 - 4. Approfondir la conception et la mise en œuvre participatives concertées, y compris des femmes, des jeunes et des peuples autochtones au niveau local, grâce au partage des connaissances, à la programmation intersectorielle, aux partenariats multipartites, aux actions fondées sur le contexte et le lieu, à une production plus forte et plus diversifiée et à la responsabilité mutuelle.
 - 5. Promouvoir un engagement accru des entreprises, notamment au moyen de partenariats public-privé, de sorte à façonner la durabilité des systèmes alimentaires et à établir et consolider les mécanismes de responsabilisation, en reconnaissant leur rôle central dans les systèmes alimentaires.
 - 6. Garantir l'accès aux financements concessionnels à court et à long terme, aux investissements, à l'appui budgétaire et à la restructuration de la dette. »
26. Dans la perspective d'une transformation rurale inclusive et durable, centrée sur les populations rurales, la petite agriculture et les entreprises rurales (notamment les PME), ces six domaines prioritaires appellent les considérations suivantes:
- a) La transformation des systèmes alimentaires doit être intégrée dans les stratégies des secteurs rural et agricole et y être conforme, et les politiques et stratégies alimentaires doivent contribuer à la mise en place d'économies rurales prospères et inclusives. De ce point de vue, la nutrition tout comme la résilience face aux changements climatiques doivent occuper une place plus importante dans les politiques et les stratégies relatives aux zones rurales et à l'agriculture, afin de garantir aux populations rurales l'accès à une alimentation saine à un prix abordable ainsi qu'à des outils adéquats d'adaptation aux changements climatiques.

⁸ [Appel à l'action du Secrétaire général de l'ONU \(unfoodsystemshub.org\)](https://unfoodsystemshub.org).

- b) Il est nécessaire de mettre en place des systèmes inclusifs de gouvernance ruraux-urbains et ruraux pour accompagner la transition vers des systèmes alimentaires plus durables, inclusifs et résilients dans les zones périurbaines et rurales.
 - c) Les systèmes de recherche, de données, d'innovation et de technologie doivent être conçus en fonction des besoins et des priorités des populations et des communautés rurales ainsi que des petits producteurs et productrices. Ils doivent refléter les points de vue et les contributions de ces derniers afin de stimuler une transformation véritablement inclusive des systèmes alimentaires.
 - d) Les entreprises agroalimentaires et d'autres entreprises, de même que des parties issues du secteur privé, ont un rôle important à jouer en contribuant aux investissements transformateurs dans l'espace rural qui privilégient les besoins et les priorités des petits producteurs et des communautés rurales.
 - e) Les femmes rurales, les agriculteurs, les jeunes ruraux et les peuples autochtones doivent être perçus comme des partenaires essentiels, moteurs de la concrétisation des programmes interdépendants de transformation alimentaire et rurale, en commençant par le niveau communautaire.
 - f) Il est urgent d'accroître les financements en faveur de la transformation rurale; les investissements dans les systèmes alimentaires sont un élément important de ce programme. Il s'agit notamment de mieux équilibrer les perspectives à court et à long terme concernant l'utilisation de l'aide publique au développement, de disposer de systèmes plus transparents et fondés sur des données pour suivre et gérer les investissements nationaux et internationaux dans les systèmes alimentaires (en milieu rural et urbain), d'augmenter le volume et la proportion de financements climatiques destinés à la petite agriculture (actuellement à 1,7% à peine des financements climatiques dans le monde) et d'utiliser plus efficacement et de manière plus innovante le financement du développement pour stimuler des investissements ruraux privés responsables.
27. Dans tous ces domaines, la participation à l'élaboration des politiques est une stratégie transversale essentielle pour les faire avancer. Dans l'attente de l'élaboration du nouveau Cadre stratégique du FIDA, il est proposé de poursuivre les travaux d'analyse et les consultations avec les Membres et d'autres parties prenantes, afin d'éclairer l'orientation et les priorités à venir concernant ces points.

VI. Conclusion

28. Le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 a encouragé à envisager les enjeux alimentaires d'un point de vue plus global. Le Bilan du Sommet, deux ans plus tard, a donné l'occasion de maintenir cette dynamique. En 2023, d'autres manifestations mondiales, telles que le Sommet sur les objectifs de développement durable et la vingt-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 28), seront mises à profit pour poursuivre cet effort. La préparation de la COP 28 est particulièrement importante pour faire en sorte d'inscrire les systèmes alimentaires au programme pour le climat; toutefois, la transformation des systèmes alimentaires et ses catalyseurs – coordination, financement, gouvernance, innovation – doivent également être encouragés dans l'ensemble des autres forums pertinents au cours des prochains mois. Pour le FIDA, cela signifie, en particulier, promouvoir le programme de transformation des systèmes alimentaires ruraux, donner plus d'ampleur au financement des systèmes alimentaires et autonomiser les populations rurales pauvres et les petits producteurs et productrices. La Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA est le cadre adéquat pour se saisir de cet enjeu avec les prochaines années en vue; les Membres y auront l'occasion de faire

monter en puissance les financements consacrés à la transformation des systèmes alimentaires en milieu rural.

VII. Questions à débattre

29. Sachant que, sans la transformation des systèmes alimentaires, les objectifs de développement durable et l'Accord de Paris resteront lettre morte, comment le FIDA peut-il influencer au mieux sur le programme de transformation des systèmes alimentaires à l'échelle mondiale, afin de mettre suffisamment l'accent sur la petite agriculture, les populations rurales et les entreprises rurales?
30. Compte tenu du contexte mondial et du cœur de métier du FIDA, sur quelles priorités les États membres lui conseilleraient-ils de se concentrer en matière de transformation des systèmes alimentaires, à la fois pour ce qui est des prêts et des activités hors prêts?